

**En Grèce, appel à voter NON au référendum !
Pour la rupture des négociations avec la Troïka !
Pour un « Grexit » ouvrier : expropriation des banques !**

Pour une rupture avec la Troïka (BCE, UE, FMI)

Depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir en janvier 2015, le gouvernement Tsipras négocie avec les institutions capitalistes, Banque centrale européenne, Union européenne et Fonds monétaire international. Ainsi, conformément à son programme, le gouvernement dirigé par Syriza accepte le cadre de négociations imposé par ces institutions dont l'objectif est de saigner encore la classe ouvrière grecque.

Elles obligent l'État grec à honorer au FMI 1,6 milliards d'euros d'obligations arrivées à échéance le 1er juillet et 3,5 milliards à la BCE le 20 juillet sous peine d'être déclaré en cessation de paiement et de sortir la Grèce de la zone Euro (« Grexit »).

Avec la mise en place de l'euro, la Grèce, comme beaucoup de pays européens de la zone Euro, a bénéficié soudainement de taux d'intérêt très bas, développant artificiellement son économie, incluant une forte spéculation immobilière - à crédit, enrichissant massivement toute une partie de la bourgeoisie grecque.

Avec le développement de la crise en 2008, la pyramide de la dette a explosé sous la pression de la hausse des taux d'intérêts. Depuis 2009, les plans d'austérité alignent continuellement les mesures anti-ouvrières, étranglant un peu plus chaque année les masses : suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires licenciements dans les organismes publics, baisse des salaires et des pensions de l'ordre de 25 %, privatisations massives, hausse de la TVA et des taxes, augmentation de l'âge de départ à la retraite à 67 ans... aboutissant à « *la plus forte dépression en temps de paix* » pour nombre d'économistes.

A partir de 2010, la Troïka (BCE, UE, FMI) s'est constituée avec un objectif majeur : sauver de la faillite les banques allemandes et françaises, gorgées d'obligations de l'Etat grec, qui risquaient de subir des pertes de plusieurs dizaines de milliards d'euros en cas de défaut, et envoyant dans le même temps le système financier international dans le précipice. Le « *plan de sauvetage* » de 2012 a ainsi opéré ce miracle capitaliste en transférant plusieurs centaines de milliards d'euros de la dette grecque des banques vers les États européens, la BCE et le FMI.

En conséquence, la Grèce est depuis sous la tutelle directe des institutions capitalistes, et soumise à leur bon vouloir y compris pour le fonctionnement le plus basique de l'Etat et du système financier. L'objectif était de mettre les masses grecques à genoux.

Il n'y a rien à attendre de la Troïka. Le gouvernement Tsipras doit rompre les négociations !

Tel doit être le mot d'ordre de toutes les organisations ouvrières en Grèce et en Europe, en France.

Front unique ouvrier contre la coalition capitaliste !

Alors que le gouvernement Tsipras a souscrit aux demandes de la Troïka de poursuivre les mesures anti-ouvrières (hausse partielle de la TVA à 23%, baisse de certaines retraites, privatisations partielles ...), une partie de Syriza et de sa base électorale ne les accepte pas. Dans l'incapacité d'assumer la rupture avec la Troïka, de décider d'annuler purement et simplement toutes les dettes en ne remboursant plus ni les banques, ni la BCE, ni le FMI, le gouvernement Tsipras a allumé un contre-feu en soumettant le plan des créanciers au vote par référendum le 5 juillet, ce qu'a accepté la majorité du Parlement.

Le référendum n'est pas le cadre de mobilisation privilégiée de la classe ouvrière. C'est même l'atomisation des ouvriers en tant que classe. Quoiqu'il en soit, **un vote NON au référendum**, aux nouvelles mesures d'austérité signifierait la volonté des masses de rompre avec les institutions capitalistes de la Troïka. Ce NON induirait inexorablement la sortie de la Grèce de l'Euro et de l'Union Européenne.

Pour faire face au « Grexit », les masses doivent se mobiliser avec leurs organisations, partis ouvriers (Syriza, KKE) et syndicats (GSEE, Pame) pour défendre un programme de défense de la classe ouvrière.

Pour un « GREXIT » ouvrier, expropriation des banques

Dans cette situation, la seule solution, que ne défend pas aujourd'hui Syriza, est de rompre les négociations avec la Troïka. Après plusieurs années de mobilisations contre les plans d'austérité, les travailleurs ont voté Syriza pour en finir avec le diktat de la Troïka. Au lieu de constituer un gouvernement du Front unique, alliant Syriza au KKE, le KKE a refusé toute alliance poussant Syriza à s'allier au parti bourgeois ANEL, les « Grecs indépendants ».

La défense de la classe ouvrière en Grèce ne peut se traduire que par un mouvement d'ensemble pour imposer au gouvernement Syriza la sortie de la Grèce de l'Euro et de l'Union européenne.

Le « GREXIT » est étudié sérieusement depuis plusieurs mois par les dirigeants européens, mais il est source de contradictions majeures entre les impérialismes, entre risque de contagion dans les autres pays méditerranéens (Espagne, Portugal, Italie) et exacerbation de la lutte des classes dans un contexte de crise aiguë. Le retour à la Drachme induirait mécaniquement une dévaluation importante de la monnaie et donc des salaires afin de permettre à la bourgeoisie grecque de redevenir compétitive.

A toute tentative de reconstruction du capitalisme grec, il faut pour les masses opposer un « GREXIT » ouvrier qui ne peut être viable que s'il s'accompagne de mesures s'attaquant à la propriété capitaliste :

- L'expropriation des banques, et la confiscation de tous les avoirs capitalistes, des armateurs, des biens de l'Église orthodoxe, et bien sûr l'arrêt de toute privatisation ;
- L'échelle mobile des heures de travail pour en finir avec le chômage de masse ;
- L'échelle mobile des salaires, indexés sur l'inflation ;

Mais la Grèce est un petit État et dépourvu d'industries solides, contre lequel l'impérialisme pourra facilement imposer des mesures de rétorsion. Un tel programme ne peut aboutir sans le soutien complet des classes ouvrières des autres pays européens, et en premier lieu des prolétariats français et allemand.

En France, la majorité PS-Front de gauche doit décider d'annuler la dette de la Grèce

En France, toutes les organisations d'origine ouvrière, du PS au Front de gauche ont salué la victoire de Syriza. Aujourd'hui, le Front de gauche, les « frondeurs » du PS, la CGT et bien d'autres soutiennent le vote NON au référendum du gouvernement Tsipras. Mais le soutien doit être plus concret avec le peuple grec : il faut imposer à la majorité PS-Front de gauche l'annulation de la part détenue par l'État français (environ 40 milliards d'€ qui correspond aux aides au patronat contenues dans le pacte de responsabilité), ainsi que, en France comme en Grèce, la rupture immédiate avec l'Union Européenne et avec l'Euro.

L'appel de la CGT parle de « *moratoire sur le service de la dette, afin que les sommes conservées soient affectées au redressement de l'économie et que le remboursement de la dette n'empêche pas toute possibilité de redressement économique. Cela doit aussi passer par la recapitalisation des banques, sans que les sommes ne soient comptabilisées dans la dette publique du pays.* » Des collectifs citoyens et le Front de gauche parlent de faire un audit de la dette pour distinguer la dette « illégitime » de la dette qui sert l'investissement. Mais dans tous les cas, il s'agit de servir les intérêts capitalistes, banquiers comme industriels. A l'opposé, l'annulation de la part de dette détenue par l'État français soulagerait immédiatement les masses grecques et ouvrirait une brèche majeure dans les traités européens.

L'Union Européenne n'est qu'une alliance conflictuelle entre États capitalistes rivaux, pour créer les meilleures conditions de commerce et d'exploitation des travailleurs. Les traités européens sont le produit d'affrontements entre puissances capitalistes qui dépècent les prolétariats européens. **A bas les traités de l'Union européenne, pour les États-Unis socialistes d'Europe !**